

## **COMITÉ MIXTE SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

### **COMPTE RENDU**

de la 19<sup>e</sup> réunion tenue le 29 janvier 2004  
au 600, rue Fullum, 10<sup>e</sup> étage, salle 10.13.03, à Montréal,  
à compter de 13 h 00

### **PRÉSENCES**

M<sup>me</sup> Marie-France Benes, directrice générale des régions  
M. Clément Bernier, directeur général, Commission scolaire des Monts-et-Marées  
M. André Blanchet, directeur de la planification et du développement, Secteur FPTFC  
M. Serge Côté, directeur général des programmes et du développement, Secteur FPTFC  
M<sup>me</sup> Viviane Croubalian, directrice de la formation générale adulte et de la formation professionnelle, Commission scolaire Lester-B.-Pearson,  
M. Luc Desgagnés, directeur de la gestion des ressources, Secteur FPTFC  
M. Robert Dépatie, sous-ministre adjoint à la formation professionnelle et technique et à la formation continue  
M<sup>me</sup> Louise Dionne, secrétaire générale, TRÉAQ-FP  
M. Carl Filiatreault, directeur des programmes – Québec, Secteur FPTFC  
M. Wayne Goldthorp, directeur général adjoint, Commission scolaire New Frontiers  
M. Yvon Lavertu, directeur des Services aux entreprises et à la main-d'œuvre, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys  
M<sup>me</sup> Hélène L'Heureux, adjointe au sous-ministre adjoint à la FPTFC  
M. Bernard Laflamme, directeur du Pavillon Technique, Commission scolaire de la Capitale  
M. Jean-Claude Lecompte, directeur de l'éducation des adultes et de la FP, Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands  
M. Gilles Lefebvre, directeur des programmes – Montréal, Secteur FPTFC  
M. Robert Pleau, conseiller, Fédération des commissions scolaires  
M. Marcien Proulx, directeur général, Commission scolaire Pierre-Neveu  
M. Raynald Thibeault, directeur général, Commission scolaire De La Jonquière  
M. Jean-Noël Vigneault, directeur de la formation continue et du soutien, Secteur FPTFC

### **ABSENCES**

M. Maurice Brossard, directeur de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Commission scolaire des Grandes-Seigneuries  
M. Wojtek Winnicki, directeur de la formation professionnelle, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys

## PERSONNES INVITÉES

M<sup>mes</sup> Marcelle Parr et Sylvie Demers ainsi que MM. Guy Roy, Luc Labonté, Guy Fortier et Louis Bernier du Secteur de la FPTFC, M. Robert Goyer, consultant à la Fédération des commissions scolaires.

D'entrée de jeu, M. Robert Dépatie souhaite la bienvenue à M<sup>me</sup> Viviane Croubalian au sein des membres du Comité mixte sur la formation professionnelle.

Par ailleurs, ayant assisté à une réunion de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) en matinée, M. Dépatie informe les membres que la CPMT a retenu une hypothèse de décentralisation dans les régions d'un montant de 8M\$, provenant du Fonds national, montant qui serait consacré à la formation de base, à la francisation et à l'alphabétisation des travailleurs en entreprises.

### 1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté après l'ajout des points suivants :

10. L'avenir de la formation professionnelle dans les commissions scolaires
11. Le financement des nouveaux programmes d'études
12. Le ratio maître-élèves

et le dépôt du document *Ajustement des tarifs de frais de suppléance* au point **Divers**.

Les représentants du réseau ont également demandé l'ajout de trois autres sujets (le Colloque FP-FT 2004-2005, différents dossiers relatifs aux programmes menant à une attestation de formation professionnelle et le rôle des RÉCITS en formation professionnelle) qui seront traités au point 3, dans les suites au compte rendu de la réunion précédente, ou dans le cadre d'un sujet déjà l'ordre du jour.

### 2. ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 25 SEPTEMBRE

Le compte rendu est adopté sans aucune modification.

### 3. SUITES AU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 25 SEPTEMBRE

- ♦ *Groupe de travail sur les ressources de soutien en FP et en FGA*

Le groupe de travail, composé notamment de M<sup>me</sup> Anne Ledoux et de MM. Bernard Laflamme, Raynald Thibeault, Wayne Goldthorp et Luc Desgagnés a tenu deux réunions au cours desquelles ils ont discuté de la nécessité d'ajouter des ressources d'accompagnement en FP-FGA (évaluées à une ressource pour 500 ETP) ainsi que des ressources de soutien pour les TIC (évaluées à 10\$ par ETP sur deux ans, soit 10 \$ la première année et un ajout de 10 \$ la deuxième année). Une autre réunion est prévue sous peu et les recommandations du groupe seront présentées à la réunion du Comité de financement qui aura lieu en février. Un rapport sera déposé aux membres du Comité mixte à la prochaine réunion.

- ♦ *Difficultés de recrutement du personnel enseignant en formation professionnelle*

M. Guy Fortier rappelle qu'il avait été convenu de dresser un état de situation sur les difficultés de recrutement du personnel enseignant en formation professionnelle. Dans cette optique, il informe les membres qu'un outil de sondage est en préparation et qu'il sera bientôt mis en ligne en collaboration avec le RÉCIT. L'objectif poursuivi est de rejoindre le plus de personnes-clés possible afin de recueillir le maximum d'information. Le questionnaire devrait être transmis d'ici la fin de février.

Suivi

- ♦ *Campagne nationale de promotion conjointe MEQ-E.-Q.-MSSF*

En suivi à la demande d'information sur la campagne nationale de promotion et de valorisation, M. Jean-Noël Vigneault indique les nombreux canaux utilisés pour renseigner le réseau des commissions scolaires. Par ailleurs, comme cela avait été convenu, l'information demandée sur la tournée à l'intention des parents, des enseignants et des conseillers d'orientation a été transmise aux commissions scolaires et le résultat des sondages a été transmis aux membres du Comité.

- ♦ *Dénomination des programmes d'études*

M. Gilles Lefebvre informe les membres que le rapport final des travaux menés sur la Dénomination des programmes d'études leur sera transmis sous peu. Le sujet sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité mixte.

Suivi

- ♦ *Plans de réussite*

M. André Blanchet informe les membres que les mesures appropriées seront prises par la Direction de la recherche pour s'assurer que des données plus récentes sur les programmes de formation, en particulier sur ceux de 635 et de 900 heures, soient transmises aux centres de formation professionnelle en vue de la préparation de leurs plans de réussite.

- ♦ *État des lieux sur les TIC*

Monsieur Guy Fortier confirme que la conclusion du rapport a été revue pour faire ressortir que le renouvellement de l'équipement constituait la principale priorité. Par ailleurs, M. Jean-Noël Vigneault mentionne qu'afin de mieux se faire connaître et de mieux faire connaître ses services, le RÉCIT prend les moyens appropriés, notamment en étant présent à tous les colloques importants. Comme suite à une intervention de M. Bernard Laflamme qui souhaite que le mandat du RÉCIT **en FP** soit plus clair et mieux connu, M. Robert Dépatie demande à M. Jean-Noël Vigneault d'examiner les moyens d'y arriver.

Suivi

- ♦ *Temps partiel en formation professionnelle*

M. Bernard Laflamme informe les membres que le groupe de travail sur le financement se chargera d'établir la problématique en lien avec la reconnaissance des acquis et de proposer une façon de traiter la question. Par ailleurs, M. Serge Côté indique qu'il n'existe pas d'études à proprement parler sur le sujet. Des statistiques sont toutefois disponibles.

#### 4. MANDAT DU COMITÉ MIXTE

M. Robert Dépatie rappelle aux membres le mandat que s'est donné le Comité mixte au moment de sa création. Les travaux se poursuivront dans le même esprit. Par ailleurs, des moyens seront envisagés pour mieux faire circuler l'information, notamment une diffusion plus rapide du compte rendu des réunions et la publication d'information dans le bulletin de la TRÉAQFP. Le sujet sera à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Comité.

Suivi

#### 5. PLANS DE RÉUSSITE

M. Carl Filiatreault mentionne que la prochaine réunion du sous-comité aura lieu le 6 février et qu'à cette occasion les plans de travail des équipes seront actualisés. Ils seront acheminés aux membres dès qu'ils auront été finalisés.

Suivi

#### 6. LE POINT SUR LES TRAVAUX DES SOUS-COMITÉS

##### **Sous-comité sur l'évaluation**

M. André Blanchet informe les membres des sujets abordés lors de la première réunion du sous-comité qui s'est tenue en décembre 2003. Il indique que la prochaine réunion aura lieu le 5 février prochain et qu'on y discutera notamment des travaux à amorcer en évaluation ainsi que de la détermination des priorités au regard de la production de matériel d'évaluation des apprentissages en 2004-2005. Une troisième réunion est prévue en avril.

M. Wayne Goldthorp demande de s'assurer de prévoir la traduction en anglais des tableaux d'analyse et de planification (TAP).

##### **Sous-comité sur les voies d'insertion et de qualification**

M. André Blanchet informe les membres que ce dossier relève dorénavant de la Direction générale de la formation générale des jeunes. Il mentionne qu'un projet actuellement à l'étude prévoit une voie d'insertion et de qualification à deux paliers, l'ISPJ à un premier palier et l'AFP au deuxième, avec la possibilité de passage entre les deux et le passage à une quarantaine de programmes menant au DEP après le deuxième palier, mais à certaines conditions. M. Serge Côté précise que, dans ce cadre, les programmes menant à l'AFP relèveraient dorénavant de la DGFJ. Enfin, M. Blanchet indique qu'il n'y a, dans l'immédiat, aucun changement au regard de la déclaration des élèves et du mode de fonctionnement.

##### **Sous-comité sur la plans de réussite en formation professionnelle**

Sujet traité précédemment au point 5.

##### **Sous-comité sur les formations de courte durée**

M. Louis Bernier présente l'état de situation du dossier au 16 janvier 2004. Il indique que le Ministère et Emploi-Québec en sont venus à un compromis au regard de la codification. Celle-ci sera faite manuellement avec le concours des commissions scolaires qui pourront compter sur l'aide des directions régionales du MEQ. M. Bernier précise par ailleurs que des activités de perfectionnement sont toujours offertes.

M. Robert Goyer informe les membres que des discussions sur le financement ont eu lieu avec Emploi-Québec et qu'il a été convenu d'expérimenter un modèle de paramètres pour l'établissement du financement. Emploi-Québec n'ayant pas l'expertise nécessaire, c'est le MEQ qui validera la pertinence des coûts au regard des ressources matérielles.

M. Goyer dépose, à titre d'information, un document intitulé *Code de pratiques*. Ce document est constitué des règles de fonctionnement convenues entre les commissions scolaires pour encadrer la mise en œuvre et l'application des programmes de courte durée menant à l'attestation d'études professionnelles. M. Goyer précise que le document sera soumis à l'approbation des gestionnaires des commissions scolaires les 23 et 24 février prochain. Les membres du Comité mixte seront informés des résultats de cette consultation lors de la prochaine réunion. Finalement, à la fin d'avril 2004, le document sera soumis pour adoption au Conseil général de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

M. Jean-Noël Vigneault mentionne que, comme cela était souhaité, le sous-comité s'est penché sur les moyens d'**accélérer le développement et l'implantation des programmes menant à l'AEP**. Les membres du sous-comité en sont toutefois venus à la conclusion que le temps actuellement nécessaire était normal et réaliste. Ils estiment que ce n'est qu'à la longue, avec l'expérience, que le processus pourra être accéléré.

Pour ce qui est de la question du **chevauchement DEP-AEC**, un état de situation couvrant les trois dernières années sera produit à partir de la documentation disponible. M. Robert Dépatie mentionne que les résultats de cette recherche devraient nous éclairer sur l'ampleur du problème. M. Dépatie rappelle toutefois qu'en vertu du *Règlement sur le régime des études collégiales* (RREC), un certain chevauchement est permis. Le sujet sera abordé de nouveau à la prochaine réunion.

Enfin, M. Robert Goyer informe les membres que les commissions scolaires et E.-Q. ont exprimé leur volonté de travailler ensemble pour **harmoniser les programmes menant à l'AEP et les normes professionnelles**. Dans ce contexte, une expérimentation sera réalisée sous peu dans le domaine de l'assemblage de portes et fenêtres. La même volonté anime également les deux organismes pour l'utilisation d'un **registre de compétences unique**. À cet égard, on procédera à une étude de faisabilité.

### **Sous-comité sur l'articulation des programmes et la continuité de formation**

D'entrée de jeu, M. André Blanchet rappelle aux membres qu'il s'agit d'un comité conjoint secondaire-collégial. Il indique que la première rencontre a eu lieu le 26 janvier. Au cours de cette rencontre, le mandat du sous-comité a été précisé et des présentations ont été faites aux membres. Ces présentations portaient sur l'harmonisation des programmes d'études, sur une expérimentation en cours en informatique au Cégep de Rosemont, en collaboration avec les commissions scolaires de la région métropolitaine de Montréal (art.2 RREC) et sur l'implantation d'une formation intégrée (volet 4) entre la CS des Affluents et le Cégep du Vieux Montréal.

La prochaine rencontre est prévue le 25 mars. Trois hypothèses d'articulation de programmes secondaire-collégial seront alors présentées aux membres. Enfin, une troisième rencontre est prévue le 27 avril.

Suivi

Suivi

Dans un autre ordre d'idée, le sous-comité s'étant vu confier la responsabilité d'examiner la possibilité d'organiser un colloque FP-FT en 2004-2005, M. Blanchet indique qu'en raison des travaux en cours sur la réforme au secondaire, de la tenue prochaine du Forum sur l'enseignement collégial ainsi que du dépôt du rapport de la Fédération des commissions scolaires, les membres ont jugé que le moment n'était pas approprié pour aller plus loin sur la question.

### **Promotion et valorisation de la FPT et collaboration écoles – entreprises**

M. Jean-Noël Vigneault indique que le sous-comité s'est réuni récemment. Il mentionne que les membres ont décidé de mener leurs travaux à partir des éléments qui sont ressortis du Colloque sur la formation professionnelle tenu en 2003. M. Vigneault dépose un document explicatif sur le déroulement de la campagne nationale de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique menée conjointement par le ministère de l'Éducation, Emploi-Québec et le ministère de la Solidarité sociale et de la Famille.

M. Bernard Laflamme mentionne que la campagne de publicité a été grandement appréciée et que les retombées se sont traduites par l'augmentation des inscriptions en *Soudage* à sa commission scolaire. M. Jean-Claude Lecompte souligne pour sa part qu'il aurait apprécié obtenir plus tôt l'information sur la campagne nationale de promotion et de valorisation. M. Robert Dépatie retient de l'intervention qu'il faudra travailler à mieux informer le réseau.

## **7. ALTERNANCE TRAVAIL-ÉTUDES – SUIVIS AU RAPPORT D'ÉVALUATION**

Les membres ayant bénéficié en matinée d'une présentation sur les *Pistes d'orientation en relation avec le Rapport d'évaluation du programme de soutien financier à l'alternance travail-études 1998-1999 à 2001-2002* faite par M<sup>mes</sup> Sylvie Demers et Marcelle Parr, ils sont invités à faire connaître leurs commentaires.

M. Raynald Thibeault exprime sa satisfaction, notamment au regard de l'utilisation d'un vocabulaire commun. Les échanges se poursuivent sur le risque que les élèves en stages soient recrutés par les employeurs avant la fin des études. On convient toutefois que cette problématique n'est pas exclusive à la formule d'alternance travail-études et que le sujet devrait être exploré davantage afin de trouver des pistes de solution. La collaboration de la Direction de la recherche pourrait être sollicitée. Le sujet sera inclus au plan de travail 2004-2005.

Suivi

## **8. PROCÉDURE D'AUTORISATION DE PROGRAMMES – RÉSULTATS DE L'OPÉRATION 2002-2003**

M. Luc Labonté dépose et commente le document *L'offre de service en FPT – État de situation*, document qui illustre les résultats de l'opération de traitement des demandes d'autorisation 2002-2003 et expose brièvement les prévisions d'évolution de la situation démographique dans les régions ainsi que l'état actuel des inscriptions dans les programmes de formation professionnelle et technique.

Aux membres du Comité qui demandent s'il est possible d'envisager pour la formation professionnelle une mesure de soutien pour les autorisations en difficulté, M. Serge Côté répond qu'on étudie présentement la possibilité de fusionner certains programmes afin de les rendre plus viables.

Comme suite aux échanges, M. Robert Dépatie conclut que de toute évidence, la carte des programmes de la FPT n'est pas en phase de développement. Pour l'avenir, la procédure de traitement des demandes reste la même et est en lien avec les dates d'adoption du Plan triennal d'immobilisation. Dans l'état actuel des choses, la cible est le printemps 2005. M. Dépatie signale en terminant qu'un plan stratégique de développement visant à attirer davantage de clientèles est en préparation du côté des commissions scolaires anglophones.

## **9. DÉVELOPPEMENT ET ACTUALISATION DES PROGRAMMES D'ÉTUDES : SITUATION À L'AUTOMNE 2003**

Monsieur André Blanchet commente la version 2003 du document *Développement et actualisation des programmes d'études : Situation à l'automne 2003* en attirant l'attention des membres sur les améliorations qui y ont été apportées. M. Blanchet termine sa présentation en dressant le bilan des travaux de révision par compétences des programmes et de leur implantation.

## **10. L'AVENIR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

M. Raynald Thibeault exprime des préoccupations au regard des différentes hypothèses qui circulent relativement à d'éventuelles fusions du réseau de la formation professionnelle avec d'autres réseaux (centres de la petite enfance, réseau collégial, etc.) et aimerait savoir si des orientations précises ont été adoptées au Ministère. M. Robert Dépatie convient que plusieurs hypothèses sont véhiculées par divers intervenants. L'hypothèse du statu quo est tout aussi valable que n'importe quelle autre et l'on peut s'attendre à ce que les organismes et intervenants concernés fassent état de leurs hypothèses respectives dans les lieux de discussion appropriés, notamment le Forum sur l'enseignement collégial. Quelles que soient les avenues qui pourraient être retenues, M. Dépatie indique qu'au moins une chose lui paraît incontournable : la formation professionnelle et la formation technique devront se rapprocher.

M. Serge Côté enchaîne en fournissant aux membres des précisions sur la tenue du Forum sur l'enseignement collégial. Cet événement se déroulera en deux temps, en commençant par un forum virtuel où, pendant six semaines, la population sera invitée à faire connaître son opinion sur le sujet, sur un site en ligne. Ce forum virtuel sera suivi d'un forum intensif d'une durée de trois jours au cours duquel des organismes sélectionnés seront invités à présenter leur mémoire. Ce deuxième forum sera également le cadre d'ateliers thématiques, dont le déroulement reste à préciser.

## **11. FINANCEMENT DES NOUVEAUX PROGRAMMES**

Tout en rappelant les paramètres actuels qui prévoient une participation des commissions scolaires au financement de l'implantation des nouveaux programmes en formation professionnelle, alors que ce n'est pas le cas pour les collèges, M. Raynald Thibeault demande si une bonification pourrait être envisagée en formation professionnelle.

M. Serge Côté rappelle le contexte historique qui a mené à l'adoption de ces paramètres. M. Dépatie note que, dans le contexte budgétaire actuel, il est improbable que des modifications soient apportées à court terme. Il rappelle par ailleurs que le Comité d'experts sur le financement de l'éducation des adultes remettra son rapport d'ici quelques semaines. En outre, les questions de financement seront vraisemblablement abordées au cours des prochains mois lors de différents

forums. On peut donc s'attendre à ce que de nouvelles avenues y soient explorées, comme des contributions accrues de la part des entreprises et des individus.

## 12. RATIO MAÎTRE-ÉLÈVES

M. Raynald Thibeault souligne la difficulté qu'éprouvent parfois les établissements à constituer des groupes de quinze élèves et souhaite savoir s'il est possible de modifier le ratio maître-élèves.

Après avoir noté que des dispositions en ce sens sont déjà prévues dans les règles de financement, M. Robert Dépatie rappelle que l'an dernier des travaux avaient été amorcés sur cette question, mais qu'étant donné la situation budgétaire difficile, il n'est pas possible de poursuivre cette année. Le dossier sera toutefois inscrit au plan de travail 2004-2005.

Suivi

## 13. DIVERS

*Dépôt de la publication Programmes d'études préparant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé*  
Monsieur André Blanchet dépose le document Programmes d'études préparant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé, document qui peut également être consulté sur le site de l'InforouteFPT.

*Dépôt du document Ajustement des tarifs de frais de suppléance*

M. Gilles Lefebvre dépose et commente brièvement le document Ajustement des tarifs de frais de suppléance. Cette présentation suscite quelques interrogations. Des vérifications seront faites et des précisions seront apportées à la prochaine réunion. Par ailleurs, M. Marcien Proulx demande que le sous-titre *Entente intervenue en avril 2001...* soit modifié pour *Méthode de calcul convenue*.

Suivi

## 14. PROCHAINE RÉUNION

La prochaine réunion est prévue le 4 mars 2004. Elle devrait avoir lieu à Québec.

Hélène L'Heureux, secrétaire de réunion  
04/01/31